

Burundi : un incendie ravage la prison centrale de la capitale, lourd bilan redouté

Arrib News, 07/12/2021 Source AFP Un incendie a ravagé mardi matin la prison centrale de Gitega, établissement pénitentiaire surpeuplé de la capitale du Burundi, faisant craindre un nombre élevé de victimes, a-t-on appris auprès de témoins et de la police.

Des témoins ont indiqué à l'AFP que d'immenses flammes ont totalement calciné certaines parties de la prison, qui abritait 1.539 prisonniers (pour 400 places) fin novembre, selon les chiffres de l'administration pénitentiaire. Un détenu contacté par téléphone a raconté à l'AFP que des prisonniers avaient péri dans les flammes. « Nous nous sommes criés de douleur lorsque nous avons vu les flammes qui montaient très haut, mais les policiers ont refusé d'ouvrir les portes de notre quartier en disant "ce sont les ordres que nous avons reçus". Je ne sais pas comment j'en ai échappé mais il y a des prisonniers qui ont été brûlés totalement », a-t-il déclaré. Un témoin a affirmé qu'au moins une vingtaine de blessés avaient été acheminés vers des hôpitaux. En fin de matinée, des blessés continuaient d'être évacués par des pick-ups de l'armée et de la police, tandis que d'autres étaient pris en charge par des équipes de la Croix-rouge sur place. Le vice-président Prosper Bazombanza et quatre ministres (Intérieur et Sécurité publique, Justice, Santé, Solidarité) se sont rendus sur place en fin de matinée. Une déclaration officielle à la presse, tenue très à l'écart du site par un important déploiement de militaires et policiers, était attendue. L'incendie, d'origine inconnue, s'est déclaré vers 04H00 (02H00 GMT) et était maîtrisé en fin de matinée, selon les témoins. Selon une source policière, les secours ont tardé à se rendre sur place. Un premier camion de pompiers est arrivé deux heures après le début du feu, avant d'être rapidement rejoint par six autres venus de provinces proches, a-t-elle précisé. Le 21 août, un incendie avait touché un secteur de la prison centrale, sans faire de "dégâts humains", avait indiqué sur Twitter le ministre de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité publique en précisant que le sinistre était "un court-circuit".

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});